

The press review

16-30 April 2014

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

National news



TRANSPARENZ IN DER EUROPAPOLITIK MUSS AUCH FÜR DAS NÄCHSTE PARLAMENT PRIORITÄT BLEIBEN!

CATEGORIES : **Actualité**

THEMES : **Démocratie, Etat, Institutions**

AUTEURS : **Turmes Claude**



Publié le 15 Avril 2014

Heute hat das Europäische Parlament über ein neues Abkommen mit der Kommission im Bereich der Regulierung der Lobbys abgestimmt. Zwar wird die Kommission aufgerufen, bis Ende 2016 einen Gesetzesvorschlag für ein verbindliches Lobbyregister vorzulegen. Aber bis auf Weiteres soll die Einschreibung in das europäische Register freiwillig bleiben und der Lobbyismus in den Hauptstädten der Mitgliedsstaaten kann weiterhin unbehindert florieren.

Zur heutigen Abstimmung im Europaparlament erklärt Claude Turmes:

„Das neue Abkommen ist leider ein zu kleiner Schritt in die richtige Richtung! Es hat drei entscheidende Mängel: das Register bleibt immer noch unverbindlich, Anwaltskanzleien können weiterhin ungestört Lobbyismus für zahlungskräftige Großkonzerne betreiben und dem aggressiven Lobbyismus in den Hauptstädten der Mitgliedsstaaten wird kein Riegel vorgeschoben.

Zwar enthält der Bericht eine Reihe von positiven Vorschlägen, die das nächste Parlament und die nächste Kommission umsetzen sollten (z.B. Zugangsverweigerung für nicht registrierte Interessenvertreter im Europaparlament), aber er heißt auch das bestehende und nicht ausreichende Lobbyregister gut. Deshalb habe ich mich bei der Abstimmung enthalten. Wir müssen uns weiterhin mit Nachdruck für ein verbindliches Lobbyregister einsetzen, in Brüssel und in den Hauptstädten!"

Bruxelles prêt à saisir la justice contre le Luxembourg

La Commission européenne a menacé lundi de saisir la justice de l'UE contre le Luxembourg, qui n'a pas tenu compte de ses injonctions à lui communiquer des informations sur certaines de ses pratiques fiscales, soupçonnées de constituer des aides d'Etat.



Photo: Shutterstock

(AFP) - La Commission européenne, gardienne de la concurrence en Europe, avait adressé fin mars des injonctions au Grand-Duché pour lui demander des précisions concernant en particulier sa pratique du "ruling" fiscal.

Il s'agit d'un droit d'information qui permet à une entreprise ou à un particulier de demander à l'avance comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale et d'obtenir certaines garanties juridiques. Le Luxembourg avait donné des indications générales sur cette pratique, mais refusé à la Commission d'examiner les décisions particulières qu'il avait prises en 2011 et 2012.

La Commission cherchait aussi à enquêter sur le régime de taxation de la propriété intellectuelle au Luxembourg.

Les injonctions ont été adressées au Grand-Duché fin mars, et celui-ci avait un mois pour s'y plier, or le pays "n'a pas fourni les informations demandées par la Commission dans le délai", a souligné dans un communiqué le commissaire européen chargé de la Concurrence, Joaquin Almunia.

"Nous avons besoin de ces informations pour évaluer si certaines pratiques fiscales sont compatibles avec les règles de l'UE concernant les aides d'Etat", explique M. Almunia. C'est pourquoi "dans ces circonstances, j'ai l'intention de proposer le lancement d'une procédure d'infraction contre le Luxembourg, en vue de porter cette affaire devant la Cour de Justice" de l'UE, conclut-il.

Le gouvernement luxembourgeois, de son côté, a décidé de déposer un recours en annulation contre ces injonctions devant la justice européenne, expliquant avoir des "doutes sérieux quant à la légalité de ces demandes" car elles "soulèvent des questions de principe relatives à l'étendue des pouvoirs de la Commission".

Berns, Heinrich et Khabirpour sur le départ

Les trois cadres du ministère des Finances ont annoncé leur départ au nouveau ministre des Finances, Pierre Gramegna.

Par : Pierre Sorlut

Mis à jour : 28.02.2014 16:18



Alphonse Berns, Georges Heinrich et Sarah Khabirpour

(Illustration: Maison Moderne Studio)

C'est un petit séisme dans la haute fonction publique luxembourgeoise. Trois hauts fonctionnaires exerçant au ministère des Finances quittent la rue de la Congrégation. Alphonse Berns, directeur chargé des questions de fiscalité, Georges Heinrich, directeur du Trésor et Sarah Khabirpour, chef de cabinet et premier conseiller de gouvernement, ont annoncé au ministre des Finances, Pierre Gramegna (DP), en place depuis décembre 2013, vouloir quitter leurs fonctions.

Le premier avait été recruté par Luc Frieden, ancien ministre CSV, fin 2012. Alphonse Berns, diplomate chevronné (37 ans de carrière, dont des fonctions de représentant du Luxembourg à Washington, à Londres ou encore à Bruxelles), avait rejoint le ministère des Finances pour

gérer la pression croissante sur les niches fiscales du Grand-Duché au sein des enceintes internationales. Celui qui, par ailleurs, siège au conseil d'administration de la compagnie de fret aérien nationale, Cargolux (un autre dossier sensible), quittera son poste dans les prochains mois.

Georges Heinrich, directeur du Trésor, quittera également sous peu la rue de la Congrégation. Il devrait du même coup abandonner ses mandats d'administrateur. Il est président du conseil d'administration de BGL BNP Paribas et membre des conseils de Post et de la BCEE (Banque et caisse d'épargne de l'État).

Tous les mandats abandonnés

Enfin, Sarah Khabirpour, collaboratrice de confiance de Luc Frieden au ministère de la Justice d'abord, à celui des Finances ensuite, a elle aussi fait part de son intention de partir. Elle quittera ainsi ses fonctions de présidente du conseil d'administration de la CSSF (Commission de surveillance du secteur financier), de membre du conseil d'administration de la Bil et de membre du conseil d'administration de la Bourse de Luxembourg.

Avec ces départs, c'est tout un pan de la gouvernance du secteur qui contribue le plus au PIB national qui est ébranlé. Si les cartes avaient été légèrement redistribuées au sein du ministère suite à l'arrivée de M. Gramegna, il faudra maintenant trouver des remplaçants à ces trois hauts fonctionnaires, à tout le moins dans les conseils d'administration concernés. Le ministre DP pourrait également en profiter, comme il avait l'intention de le faire, pour repenser dans son ensemble la conduite des affaires dans son ministère. Un chantier de plus pour M. Gramegna qui doit également travailler sur le budget de l'État et sur le modèle de la place financière après le passage à l'échange automatique d'informations.

Ministère des finances: d'autres fonctionnaires veulent quitter le navire

Suite aux départs de trois hauts fonctionnaires, Pierre Gramegna est exposé à de nouvelles critiques au sein de son propre ministère. Selon des informations révélées par le Luxemburger Wort, mardi, d'autres fonctionnaires sont sur le départ.



Photo: Guy Jallay

(MF avec CBu) - Suite à [l'affaire McKinsey](#) - le ministère des Finances avait eu recours aux conseils d'un cabinet externe pour établir le budget de l'Etat de 2015- et au départ forcé de trois hauts fonctionnaires de son ministère, Pierre Gramegna, le ministre des Finances, est à nouveau mis en cause sur sa façon de gérer les affaires en interne.

Sur la place publique, le ministre a toujours essayé de minimiser les choses. Mais selon les informations recueillies et parues ce mardi dans le *Luxemburger Wort*, une série de raisons - non rendues publiques jusqu'ici- expliquent le départ du ministère d'Alphonse Berns (le directeur chargé des questions de fiscalité), de Georges Heinrich (le directeur du Trésor) et de Sarah Khabirpour (Chef de cabinet et Premier conseiller de gouvernement).

Tout aussi insatisfaits de l'ambiance de travail qui règne en ce moment rue de la Congrégation à Luxembourg, d'autres fonctionnaires sont sur le point de vouloir quitter le navire. Mais pour l'heure, ces demandes de départ n'ont pas été accordées. Le ministre a refusé plusieurs demandes de mutation ou de congés sans solde.

Depuis son arrivée au ministère, Pierre Gramegna a chamboulé l'organisation qui avait cours sous l'ère Luc Frieden (son prédécesseur) et a mis plusieurs hauts fonctionnaires de la "Frieden-Connection" devant les faits établis. "Il a modifié des structures existantes sans savoir ce qui allait suivre", raconte un fonctionnaire. Il n'y aurait eu qu'une seule réunion au niveau de la direction... en quatre mois.

Un vide de pouvoir qui n'est pas perdu pour tout le monde

Et aucun des fonctionnaires chevronnés qui suivent les grands dossiers n'a été invité à suivre le ministre dans ses premiers déplacements à l'étranger. Le ministre préférant miser sur des conseillers externes ou être accompagnés par une délégation d'entrepreneurs ou de représentants en commerce. Un haut fonctionnaire parle carrément d'une "destruction" du ministère des Finances qui ne restera pas sans importantes conséquences politiques.

Concernant le budget de l'Etat pour 2014, on apprend que le Premier ministre a personnellement repris le document pour y apporter certaines modifications alors même qu'au ministère des Finances le projet budgétaire avait déjà été soigneusement pesé et discuté entre les différents départements.

De la même façon sont évoqués les enjeux pour ce ministère pourtant clef. Ceux-ci vont de la perte de crédibilité et de fiabilité jusqu'aux intérêts du pays en terme d'emplois explique un haut fonctionnaire qui préfère garder l'anonymat.

L'incapacité à s'imposer politiquement sur l'échiquier dessert Pierre Gramegna et, sert, à contrario, les intérêts de ses collègues du gouvernement. En premier lieu, ce sont le ministère d'Etat et le ministère de l'Economie qui profitent de ce vide de pouvoir de la politique financière pour s'accaparer de nouvelles compétences.

La réaction du ministre et du Premier ministre

Pierre Gramegna n'a pas démenti, mardi après-midi, les informations selon lesquelles d'autres fonctionnaires seraient sur le point de quitter le navire. En revanche, il se défend d'avoir poussé les trois hauts fonctionnaires vers la sortie.

Le ministre des Finances dit avoir "réorganisé" certaines structures au sein de son ministère et estime qu'aucun fonctionnaire n'est irremplaçable. Il est confiant, au contraire, de pouvoir progresser grâce à une nouvelle équipe travaillant en collaboration avec des personnes auxquelles il attribue sa confiance.

Le Premier ministre, Xavier Bettel, s'est montré "surpris" quant aux nouvelles critiques. D'autant qu'il a toujours été sur la même longueur d'onde que Pierre Gramegna. "Le ministre des Finances bénéficie de toute ma confiance, maintenant et à l'avenir" a affirmé Xavier Bettel aux micros de *RTL* et de *Radio 100,7*.

Le Premier ministre ne comprend pas bien "l'importance" accordée à ces demandes de départ puisqu'il est de la liberté de chaque fonctionnaire de pouvoir quitter son poste au ministère. Il est d'avis que le ministère en cause fonctionne tout à fait "normalement".

RTL.lu

Gemengefusiounen

26.04.2014

De Streik vun de Schüler a Studente war wuel den Haaptsujet am Briefing fir d'Press: Aner interessant Themae goufen awer och nach ugeschnidden.



Den Inneminister Dan Kersch huet am Ministerrot en Text virgeluecht iwwert d'Gemengefusiounen. De Subside op Basis vun der Populatioun gëtt elo limitéiert op 5 Milliounen pro Gemeng. Wann 2 Gemenge fusionéieren, kënnen se maximal 10 Milliounen kréien, bei 3 sinn et 15 Milliounen. Et ass eng Spuermeasure, déi och soll nees op déi eigentlech Iddi vum Text zréckgoen, dat heescht d'Fusioun vu klengen Gemengen.

De Wirtschaftsminister ass donieft op d'Personalie Georges Heinrich agaangen, den héije Beamten aus dem Finanzministère, deen RTL-Informatiounen no jo Generalsekretär bei der Banque de Luxembourg wëll ginn. Hie krut ee Congé sans solde accordéiert, mee kritt awer och schrëftlech un d'Häerz geluecht, dass Inkmpatibilitée sinn tëscht dem Beruff, deen en hat a deem neie Posten. An deem Kontext huet den Etienne Schneider e Code de déontologie fir Fonctionnaires ugekënnegt. De Georges Heinrich wier fir de Staat an enger Rei Verwaltungsreit gewierscht, ënner anerem bei der BGL a bei der Post a beim Ministère. Dat Wëssen dierft hien elo net falsch asetzen.

An a propos Personalien: De Jean-Claude Reding kënnt an de Verwaltungsrot vun der Spuerkeess.

International/regional news

[News360x](#)

Le Parlement européen est la seule institution de l'UE à avoir refusé un audit de Transparency International

Par News360x | on 15/04/2014 |

Europe



Le Parlement européen est la seule institution européenne qui refuse de se faire auditer par l'organisation anti-corruption Transparency International (TI), rapporte le portail suédois [Europaportalen.se](#).

Transparency International est surtout connue pour son **Global corruption Barometer** annuel, qui mesure chaque année la corruption dans 107 pays différents.

L'été dernier, Transparency International a proposé d'auditer la transparence et l'intégrité de l'UE au travers d'un audit d'une dizaine de ses institutions. L'examen porte sur les règles en place, s'attache à vérifier qu'elles sont respectées, et pour ce faire, il nécessite d'interroger les personnes en charge de la mise en pratique de ces règles. Toutes ces institutions ont accepté, sauf le Parlement européen. Pourtant, celui-ci n'est pas avare de compliments lorsqu'il s'agit de louer les initiatives des organisations non-gouvernementales telles que Transparency International...

Lorsque l'organisation lui a adressé une demande pour être autorisée à interroger les membres du personnel dans le cadre de cet audit, elle n'a dans un premier temps obtenu aucune réponse.

Selon Carl Dolan, le directeur de TI, le courrier, adressé en juillet de l'année dernière au Secrétaire général du Parlement européen, Klaus Well, a d'abord recueilli des retards et des attermolements, entrecoupés de longs silences. 7 mois plus tard, cependant, la missive a fini par recevoir une réponse officielle : un «non» catégorique.

La **réponse finale** est signée de Martin Schulz, le président du Parlement européen. Selon Schulz, il n'y a aucune raison de lancer un audit de ce genre, parce que «le Parlement européen est déjà une institution extrêmement transparente, dont la plus grande partie de sa documentation est facilement accessible sur son site internet multilingue ».

En tout état de cause les audits des 10 autres institutions de l'UE sont attendus pour la fin de ce mois-ci.

Source : Express

France: Aquilino Morelle contraint à la démission face à des accusations de conflit d'intérêt

2014-04-18 12:34:00



Photo: afp

Aquilino Morelle, conseiller politique de François Hollande, a été contraint vendredi de démissionner au lendemain des accusations de Mediapart de conflit d'intérêts, très embarrassantes pour l'exécutif au moment où il lance un plan drastique de 50 milliards d'économies.

Dans un communiqué à l'AFP, celui qui venait récemment de prendre du galon en étant nommé directeur de la communication de l'Elysée, a fait part de sa décision "de mettre fin à ses fonctions de conseiller à la présidence de la République", démentant toutefois les accusations de conflit d'intérêts et assurant n'avoir commis "aucune faute". Le conseiller élyséen affirme avoir pris cette décision à la fois pour "être entièrement libre de répondre (aux) attaques" le visant et "ne pas gêner l'action du président de la République". Depuis Clermont-Ferrand, où il visitait un site Michelin, François Hollande a déclaré que son collaborateur avait pris "la seule décision qui convenait". "Ce qu'il a fait avant" d'être nommé à l'Elysée en 2012, "il a à en répondre, ça revient à lui et à lui seul, c'est ce qu'il a compris en présentant sa démission, que j'ai acceptée immédiatement", a dit le chef de l'Etat.

Selon l'entourage du Premier ministre, Manuel Valls a reçu dans la matinée M. Morelle, dont il est très proche, et lui a conseillé de démissionner pour "répondre librement aux questions de la presse". Jeudi, dans une enquête au vitriol, le site d'information Mediapart avait accusé le conseiller élyséen d'avoir touché en 2007 12.500 euros d'un laboratoire danois, Lundbeck, alors qu'il était en poste à l'Igas (Inspection générale des Affaires sociales). Des accusations

corroborées vendredi matin par cet organisme qui a assuré ne pas avoir délivré d'autorisation à Aquilino Morelle pour travailler dans l'industrie pharmaceutique. Par ailleurs, la Haute autorité pour la transparence de la vie publique a indiqué qu'elle entamait "une étude plus approfondie des déclarations d'intérêts et de patrimoine" du conseiller élyséen. Le porte-parole du Parti socialiste Olivier Faure a aussitôt salué la réactivité du président de la République. François Hollande "n'a pas traîné" ni "hésité" pour se séparer de ce conseiller devenu embarrassant. Depuis les révélations de Mediapart mettant également en cause le comportement de M. Morelle à l'Elysée, la pression montait pour que le chef de l'Etat tranche.

"Il faut que les choses aillent vite, ça ne peut pas devenir un feuilleton. Je n'imagine pas que le président laisse traîner ça très longtemps", affirmait ainsi vendredi matin un important responsable de la majorité, tandis que le nouveau premier secrétaire du Parti Socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, tirait ouvertement la première salve en déclarant à la télévision: "Si ce qui se dit est vérifié, je ne vois pas comment il (Morelle) peut rester". Cette affaire "affaiblit François Hollande", a réagi après coup Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de l'aile gauche du PS. Elle "traduit la faillite (...) morale de cette présidence de la République" pour le député UMP Eric Ciotti. Cette nouvelle affaire intervient au mauvais moment pour François Hollande, qui a choisi de renouveler quasi-intégralement le dispositif de sa majorité après la déroute de la gauche lors des élections municipales. A l'Elysée, M. Morelle avait été épargné par cette grande lessiveuse qui a en revanche coûté sa place au secrétaire général, Pierre-René Lemas.

Chaussures de luxe

Le départ d'Aquilino Morelle met à mal la nouvelle organisation entre les deux têtes de l'exécutif souhaité par le chef de l'Etat. M. Morelle devait assurer un lien plus étroit entre l'Elysée et Matignon, après le remplacement de Jean-Marc Ayrault par Manuel Valls. Un an après la démission du ministre du Budget Jérôme Cahuzac (19 mars 2013) pour détention de comptes bancaires à l'étranger, cette affaire sème de nouveau le trouble dans la majorité. "Je me demande si on a appris de l'affaire Cahuzac", s'est lamentée Emmanuelle Cosse, la patronne d'EELV. "Quand on travaille à l'Igias, même si on respecte les règles, aller faire des ménages dans l'industrie pharmaceutique, c'est pas bien", a appuyé la secrétaire nationale du parti.

Plus symbolique mais tout aussi embarrassante est la scène, rapportée par Mediapart, d'un M. Morelle se faisant cirer ses nombreuses et luxueuses chaussures dans un salon de l'hôtel Marigny, tout proche de l'Elysée. Une image assassine pour celui qui inspira très largement le fameux discours du Bourget de janvier 2012 dans lequel François Hollande clamait que son "principal adversaire" était "le monde de la finance" et promettait de ramener l'argent au rang de "serviteur et non d'un maître". "Des conseillers comme ça, c'est une plaie", fulminait vendredi un ministre proche du président. L'affaire intervient surtout alors que le Premier ministre a engagé le fer avec une partie de sa majorité, peu désireuse d'endosser les 50 milliards d'euros d'économies dont le gel jusqu'en octobre 2015 d'une partie des prestations sociales. "Les députés PS sont déjà assez remontés, ils n'ont pas envie de la moindre concession" face à ce type de comportement, selon un parlementaire socialiste.

afp (actualisé à 17h35)

Anti-Corruption Group Finds Fault With European Union

By [JAMES KANTER](#) APRIL 24, 2014



The European Parliament in Brussels. A new report is outlining shortcomings in the governance of European Union institutions. Credit Andrew Testa for The New York Times

BRUSSELS — A prominent anti-corruption group on Thursday plans to report serious shortcomings in the management and governance of the European Union’s core institutions, as public confidence in Brussels remains at a low before elections next month.

In a 250-page [report](#), the group, Transparency International, recommends tightening regulation of lobbying, reducing conflicts of interest, enhancing protection for whistle-blowers and curbing secret deal-making in sensitive policy areas like financial services.

Weak enforcement of the existing rules means that “corruption risks persist at the E.U. level,” the report warned, saying the risks contribute to public skepticism of “the commitment of politicians and bureaucrats to a more open and ethical style of government.”

A series of prominent scandals in recent years have included the resignation of a European commissioner in the face of suspicions he knew about attempted bribery to soften anti-tobacco legislation, and the prosecution of lawmakers for [agreeing to large payments in exchange for proposing amendments](#) at the European Parliament.

Europeans have also suffered a more general loss of confidence in their ability to influence policy at a time of concerns about their prosperity and security after five years of economic anxiety.

Less than a third of the public trusts the European Union, according to the most recent Eurobarometer poll, published in December by the European Commission. That figure was [down from 57 percent](#) in spring 2007, before the start of the financial and sovereign debt crises.

In the past, Transparency International has examined international agreements like the United Nations Convention Against Corruption. The group also produces an annual global Corruption Perceptions index that ranks countries based on perceived levels of public sector misconduct.

But the report on Thursday is the group's first head-on assessment of an international body like the European Union. The aim, the group said, is to urge the union's institutions, like the European Parliament and European Commission, to enforce existing rules and make necessary changes to improve public decision-making in Europe.

But whatever encouragement the report might provide toward those ends, the findings could bolster the views of critics who say some of European institutions are not worth saving because they have become elitist and unaccountable. Rising discontent with the union is expected to aid candidates from populist parties and other groups skeptical of the European project, who are expected to win a record number of seats at the European Parliament.

The Parliament, the only directly elected institution in the European Union, was the subject of particularly tough criticism by Transparency International, which cited a lack of cooperation by the lawmakers while it gathered research from June 2013 to February 2014.

"We met delays, prevarications and long silences by the authorities at the Parliament, and we find that acutely worrying in light of the body's growing powers," Carl Dolan, the director of the European office of Transparency International in Brussels, said ahead of the report's publication. "The attitude of the Parliament's hierarchy shows that there is a tendency there to circle the wagons and take the attitude of, 'You're either for us or against us,' " he said.

A spokeswoman for the Parliament, Marjory van den Broeke, said that the institution was already the subject of rigorous scrutiny from other European bodies and that there was no reason to give more access to Transparency International than to other nongovernmental organizations. "Compared to other parliaments, it's a very transparent parliament," Ms. van den Broeke said.

Other institutions, including the European Commission, the union's administrative arm, took a more helpful approach by granting interviews with senior administrators, Mr. Dolan said.

Political analysts, including Vivien Pertusot, the head of the Brussels office of the French Institute of International Relations, are predicting that nearly 20 percent of the 751 Parliament seats up for election in May will be won by parties that are intent on reining in the European Union's power, like the National Front in France and the U.K. Independence Party in Britain.

"The E.U. is going to have to find a way to address intense criticism from these protest parties over issues like corruption," said Mr. Pertusot, who had not yet seen the report by Transparency International.

Mr. Dolan said his group was publishing the report now because it wanted to participate in the debate about the future of the bloc since the financial crisis, which had shaken confidence in the European institutions.

“This report should not give any comfort to euro-skeptics, because it shows there is a good foundation in the rules and regulation in place, and that what we need now is proper follow-up and enforcement,” Mr. Dolan said.

One of the most common problems identified in the report is a form of lawmaking that takes place behind closed doors, called trilogues, in which a handful of representatives from European governments, the European Commission and the Parliament hash out compromises on legislation,, often in sensitive policy areas like regulating car emissions and using taxpayer money to bail out banks.

Those meetings are among a number of “blind spots” where public scrutiny is extremely limited and where negotiating positions taken by the Parliament were susceptible “to external — and unseen — influence by interest groups and member state pressure,” the report said. It recommended that all documents from those meetings, and from other meetings of European Union experts, be made publicly accessible.

The report also found problems with the main watchdog for the union’s institutions, the European Anti-Fraud Office.

That office played a leading role in an investigation during 2012 that led to the resignation later that year of John Dalli, a politician from Malta who was the commissioner in charge of health and consumer protection. It concluded that Mr. Dalli, who has repeatedly said he did nothing wrong, had probably been aware of a solicitation of a nearly \$80 million kickback from the tobacco industry.

But the anti-fraud office has faced fierce criticism from a number of groups, including lawmakers at the Parliament, for not acting transparently during its investigation of Mr. Dalli and, more generally, for being too cozy with administrators at the European Commission.

The report by Transparency International said the outcry over the conduct of the anti-fraud office and the commission during the events surrounding Mr. Dalli’s departure showed the need for the office to be given “watertight operational independence” to ensure proper checks and balances at the European level.

Another set of recommendations by the group are aimed at preventing a rerun of a scandal that began in 2011, when members of the Parliament were caught on camera apparently prepared to propose amendments in return for cash payments of up to about \$138,000 in [a sting operation conducted by The Sunday Times](#) of London.

According to Transparency International, the Parliament, as well as other institutions, should introduce a procedure to create a so-called legislative footprint, recording and disclosing all input received from lobbyists for draft policies, laws and amendments. Another recommendation is to establish a European Public Prosecutor who could take action in cases where the union’s financial interests are threatened, including by corrupt lawmakers.

Currently, any prosecutions must be carried out at the national level, where procedures and punishments can vary widely.

La tribune

La France veut inscrire l'ouverture et la gratuité des données publiques dans la loi



Axelle Lemaire, la nouvelle secrétaire d'Etat au numérique.

Delphine Cuny | 26/04/2014, 9:35 - 436 mots

La nouvelle secrétaire d'Etat au Numérique, Axelle Lemaire, a annoncé que le gouvernement voulait aller "plus loin en matière d'ouverture et d'accessibilité" des données publiques, en clôture de la conférence de Paris sur l'Open Data vendredi. sur le même sujet

Le gouvernement promet d'accélérer en matière d'ouverture des données. La nouvelle secrétaire d'Etat au Numérique, Axelle Lemaire, l'a annoncé vendredi, dans son discours de clôture de [la Conférence de Paris "de l'open data au gouvernement ouvert"](#), organisée par [Etalab](#) et le secrétariat général pour la Modernisation de l'Action Publique.

Le gouvernement a l'intention d'aller "*plus loin, en matière d'ouverture et d'accessibilité*" des données publiques, détenues par les administrations ou les organismes publics, a-t-elle indiqué. La future transposition de la directive européenne sur la réutilisation des données du secteur public "*nous offre un cadre juridique et une opportunité majeure d'évolution*", a-t-elle estimé.

"Je souhaite qu'à cette occasion, plusieurs principes soient réaffirmés et gravés dans le marbre législatif", notamment "le fait que, par défaut, une donnée publique se doit d'être ouverte et que toute fermeture soit explicitement expliquée, justifiée et réversible" mais aussi "le principe fondateur de la gratuité des données publiques, qui ne sauraient faire l'objet de redevances que sur des motifs d'intérêt général".

Transparence et concertation

L'inscription dans la loi permettrait, selon la secrétaire d'Etat, "[*d'en finir avec les actions au coup par coup*](#), les appréciations en pure opportunité et, partant, avec des décisions parfois arbitraires, antonymes en tout point de l'idée même d'ouverture et de transparence".

Le sujet devrait être aussi débattu lors de la concertation ouverte qui sera organisée par le Conseil national du numérique (CNNum) dans les prochains jours, en préparation de la loi sur le numérique, comme l'avait [annoncé à La Tribune en mars Fleur Pellerin](#), qui précédée Axelle Lemaire au poste de secrétaire d'Etat.

"L'open data n'est pas une simple affaire de techniciens ou spécialistes, mais bien une [question politique](#), culturelle, [citoyenne et économique](#)", a fait valoir Axelle Lemaire. "L'information, la donnée n'est plus considérée comme un pouvoir à conserver jalousement, mais bien comme une ressource à partager, un bien commun, un vecteur de création de richesses citoyennes, sociales et économiques", a-t-elle déclaré.

Cependant, le concept demeure flou pour le grand public : "99,9% de nos concitoyens ne savent pas de quoi nous parlons", a reconnu jeudi en ouverture Marylise Lebranchu, la ministre de la Décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la Fonction publique. [Un vrai travail de pédagogie s'impose](#), notamment pour rassurer sur les données sensibles et la garantie de l'anonymisation des données personnelles.